



« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » Karl Marx

Santé rouge

Édité par les militant-e-s du Nouveau Parti Anticapitaliste de la Santé

Mobilisons-nous tou-te-s ensemble !

Le 1^{er} octobre contre la casse de l'hôpital public, le 8 contre l'austérité !

Par une procédure accélérée au parlement, le gouvernement veut imposer une « loi de santé » qui démantèle l'hôpital public et prépare sa privatisation. Les Fédérations CGT, FO et SUD de la santé appellent le 1^{er} octobre à une grève nationale des hôpitaux et à manifester contre cette loi et l'austérité budgétaire.

« Pacte de responsabilité », loi de financement de la Sécu, casse des acquis sociaux (code du travail, 35 heures...), le gouvernement cogne fort. Le 8 octobre, CGT, FSU et Solidaires ont décidé d'une mobilisation nationale et inter-professionnelle.

Deux journées d'action où il faut être nombreux dans la rue et en grève pour dire au gouvernement notre refus d'une politique qui donne toujours plus au patronat et oblige les services publics, les salariés, les chômeurs, les retraités et les jeunes à se serrer chaque jour davantage la ceinture. Deux journées qui ne doivent pas rester sans suite mais préparer une mobilisation prolongée et de très grande ampleur pour faire céder le gouvernement.

Défendre l'hôpital public...

Le gouvernement est en train de faire voler en éclat le système de santé public par un cocktail de plusieurs lois : le « pacte de 'responsabilité' » qui transfère des milliards de fonds publics vers les caisses du patronat, la loi « Santé » et le projet de loi de financement de la Sécurité sociale qui préparent l'hôpital et la Sécu à ce pillage.

La création des Groupements Hospitaliers de Territoires, mis en œuvre avant même le vote de la loi, « mutualise » les moyens et regroupe le personnel sur un seul territoire, c'est-à-dire ferme des lits et supprime des petites structures

de proximité. Les grands centres vont exploser en terme d'activité, le management transformera ces structures en usines de soins trouvant toutes des « astuces » pour augmenter la productivité (comme la remise en cause des RTT à l'AP-HP), les temps d'attente seront accentués et les conditions de travail vont encore s'aggraver, avec notamment 22 000 suppressions de postes dans les hôpitaux par an jusqu'en 2017. Cette dégradation profitera au privé et exclura une partie de la population.

Le « virage ambulatoire » a pour objectif de limiter les hospitalisations à quelques heures, au maximum une journée, dans les établissements publics comme privés. De nombreux patients devront sortir de l'hôpital dès l'intervention terminée. Ce n'est pas le fruit des progrès de la technique, cela répond avant tout à des objectifs économiques : des chambres plus petites ou simplement des « box », du mobilier plus léger, pas de repas à servir le soir et, surtout, pas d'infirmières ou d'aides-soignants à payer la nuit ou le week-end... Et peu importe que cela fasse courir des risques plus grands à certains patients, que la surveillance après une anesthésie repose désormais sur les proches... sans compter les problèmes auxquels sont confrontés ceux qui habitent loin de toute structure hospitalière du fait de la fermeture des hôpitaux de proximité et qui ont désormais de longs délais de route ! Quant aux personnels de santé, ils subissent les fermetures de services, les réorganisations... et de plus en plus le travail à la chaîne... L'ambulatoire aggrave l'inégalité d'accès aux soins parce que les soins de suite sont assurés par le privé (les soins de ville) ou la famille, ou personne pour les individus isolés...